

COMMUNIQUE F.O.-DGFIP 76**LES RAISONS DE NOTRE BOYCOTT**

Vous trouverez ci-dessous la déclaration lue cet après-midi avant la tenue du CT "emplois";

**Déclaration CT "emplois"
du 9 janvier 2012**

Monsieur le Président,

Pour les représentants **F.O.-DGFIP**, "Ca suffit !!!"

Les représentants **F.O.-DGFIP** n'ont pas sollicité les suffrages des collègues pour pratiquer la politique de la chaise vide. Pour autant, la nouvelle vague de suppressions d'emplois, insupportable, inacceptable nous oblige à refuser de siéger au comité technique "emplois" de ce jour.

Pourquoi devrions nous siéger alors que les règles sont faussées dès le départ. Les outils dont use l'administration ne sont que prétextes pour supprimer de manière dogmatique les emplois, pour casser le service public !

Les agents souffrent, partout, à tous les niveaux de la hiérarchie. Le mal est connu, reconnu et pourtant, la casse continue avec un cynisme affiché. Au plus haut de l'état, on vante les mérites des fonctionnaires et derrière on assiste à la poursuite de la politique aveugle de suppressions des emplois. A la DGFIP cela accélère la dégradation du service public fiscal et financier tout autant que les conditions de travail des personnels.

L'administration a mis en œuvre de nouveaux outils nommés :

T **AGERFIP**, (**T**ableau de **G**estion des **E**mplois de **R**éférence des **F**inances **P**ubliques) nouveau référentiel unifié à la DGFIP qui remplace le "TSM" et l'ORE.

S **AGERFIP** (**S**uivi **A**nnuel Généralisé des **E**ffectifs du **R**éseau des **F**inances **P**ubliques) qui est l'outil de lecture des tâches à partir des missions.

M **AGERFIP**, (**M**éthode d'**A**llocation **G**énérale des **E**mplois du **R**éseau des **F**inances **P**ubliques) qui redéploie les emplois.

La mise en place de ces outils ne masque pas le fait que les gains de productivité affichés ne servent que de prétexte aux suppressions d'emplois décidées par le PLF 2012 (projet de loi de finances).

Pour **F.O.-DGFIP 76**, ce "TAGERFIP" ne sera rien d'autre qu'un "**TASERFIP**":
Tableau d'Aide à la Suppression des Emplois Référencés aux Finances Publiques

Comment les services vont-ils pouvoir fonctionner alors que la côte d'alerte est déjà largement dépassée depuis longtemps ? ? ?

Nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois et la mise en place d'un réel recensement des tâches pour tous les services de la DGFIP.

2 441 emplois devraient être supprimés en 2012 à la DGFIP, selon les éléments communiqués avant le premier Comité Technique de Réseau convoqué le 6 décembre, dont 2 227 emplois dans les DDFIP et 214 emplois dans les Directions spécialisées et SCN (directions nationales, DIRCOFI, DISI, SRE,...).

Pour les **2 373** emplois supprimés dans le réseau et les directions spécialisées (68 emplois supplémentaires étant supprimés dans les services centraux et assimilés), la répartition par catégorie sera la suivante :

- **284** emplois de catégorie **A**
- **564** emplois de catégorie **B**
- **1 525** emplois de catégorie **C**

Pour la Seine Maritime, le sacrifice est extrême : 36 emplois supprimés qui viennent s'ajouter à une longue liste déjà douloureuse.

Alors non, Monsieur le Président, nous ne siégerons pas aujourd'hui, et qui pourrait nous reprocher de ne pas participer à ce simulacre de dialogue social ?



REJOIGNEZ **FORCE OUVRIERE** – PREMIERE ORGANISATION SYNDICALE
A LA DRFiP De SEINE MARITIME